

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépôt légal : à parution

N°1216 du 25 novembre 2014 | [www.libres.org](http://www.libres.org)

Hebdomadaire 1,50€

1981-2014 | 33ème année de parution



## SOMMAIRE DU N°1216

**EDITORIAL** : Voter ou convaincre ? pp.1-2

**CONJONCTURE** : «Faire repartir l'investissement productif» pp. 3-4

**ACTUALITES** : Les propositions «chocs» : qui sera choqué ? p. 4 - Les 300 milliards de Monsieur Juncker p. 5 - Les sans papiers d'Obama p. 5

**ACTUALITE POLITIQUE** : pp. 6-7

**LU POUR VOUS** : p. 8

## Voter ou convaincre ?

Je comprends, et je ne comprends pas.

Je comprends le désespoir des électeurs de gauche qui ont la perspective de choisir entre le président fantôme, le premier ministre ambigu et Martine Aubry archaïque.

Je comprends le désarroi des électeurs de droite qui se voient tirillés entre un Nicolas Sarkozy qui les a déjà déçus, un Fillon ambigu et Alain Juppé archaïque.

Je comprends la réaction des électeurs qui rejettent tous ces candidats potentiels en adoptant Marine Le Pen dont le programme est pourtant incohérent et suranné.

Je comprends davantage encore tous ceux qui se préparent dès maintenant à s'abstenir, un Français sur deux peut-être : ils ont perdu toute confiance dans la classe politique

actuelle et ne voient pas poindre à l'horizon électoral l'homme ou le parti providentiel.

Mais précisément je ne comprends pas que l'on réduise le débat politique au vote, ni la démocratie à l'isoler. Aborder en 2014 les dramatiques problèmes de notre pays par des supputations sur la décision à prendre dans l'isolement en 2017 (ou avant !) n'est pas la meilleure façon pour des citoyens conscients de traiter lesdits problèmes. Certes les médias se régalaient du combat des chefs, des discours creux, ou mensongers, ou décalés, ou haineux. Le débat d'idées ne les intéresse pas ; ce n'est pas nouveau. Ils maintiennent une grande partie de la population sous anesthésie intellectuelle, en quasi coma politique. >>

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**aleps**

**ASSOCIATION POUR LA LIBERTE ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL**

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

[www.libres.org](http://www.libres.org)

Voir l'avenir de l'économie et de la société françaises à travers un vote, c'est se soumettre aux initiatives de la classe politique. C'est accepter ses manœuvres, ses trahisons et ses inepties. C'est imaginer que le salut ne peut venir que d'en haut. C'est limiter l'ambition politique du citoyen à choisir le moindre mal. Finalement, c'est se démettre. Il y a mieux à faire.

**« L'isoloir peut-il faire  
des miracles ? »**

Ce qui est à faire, c'est de convaincre. Pour convaincre, il faut avoir non seulement des convictions, mais de bonnes convictions. Je ne pense pas que vous soyez convaincus par la vulgate marxiste qui s'est propagée dans notre corps social depuis un demi-siècle par les canaux de l'appareil syndical, de l'éducation nationale, de l'ignorance et de l'indécence médiatiques. Etes-vous pour autant convaincus par la troisième voie, par l'impossible alliance de l'étatisme et de la liberté ? Je ne le crois pas non plus. Donc, nous sommes tous convaincus que les Français veulent retrouver leurs libertés.

Reste à faire partager cette conviction libérale au plus grand nombre de personnes autour de nous. Observons le plein sens du mot conviction. Convaincre, c'est vaincre ensemble : sont tous deux vainqueurs celui qui a des convictions et celui auquel il les fait partager. C'est donc un service rendu à la communauté que de diffuser un message de liberté et de responsabilité.

Ce service, il est attendu par une grande majorité de Français, qui ne savent plus où donner de la tête, traumatisés par des décennies de coups bas portés à la réalité, à la vérité, à la justice.

Cependant, pour rendre ce service, il faut satisfaire à plusieurs exigences. La première est celle de la compréhension ; il ne faut pas verser au sectarisme, la rigueur de la pensée n'emporte pas l'écrasement de ceux qui ignorent. La deuxième est donc celle de l'écoute, que nous appelons parfois empathie, c'est-à-dire art de se mettre à la place des autres, d'analyser leurs insatisfactions et d'y porter remède. La troisième est celle de l'exemplarité ; pour convaincre, il faut inspirer confiance. La quatrième est celle de l'approfondissement : travailler sans cesse à étayer notre argumentaire par la réflexion personnelle, éclairée par la lecture et la rencontre.

C'est beaucoup demander, c'est peut-être la raison pour laquelle nous mettons souvent nos convictions dans la poche et nous nous abstenons de dire ou de faire, et finalement nous acceptons le terrorisme intellectuel. En revanche, ce qui est source d'efficacité et d'espoir, c'est de savoir que nous ne sommes pas seuls, c'est de cheminer en compagnie d'autres apôtres de la liberté, c'est de découvrir qu'autour de nous des dizaines de personnes reçoivent notre message. Et de dizaines en dizaines, ce sont des milliers de Français qui peuvent retrouver espoir. Ainsi, la société civile dont nous tissons les mailles sera-t-elle en quelques mois capable d'influencer le vote au moment venu.

**« Affirmer et faire partager nos convictions »**

Faire l'économie des convictions et aller droit au vote, c'est gaspiller son droit de vote, c'est donner mandat à ceux qui promettent sans tenir, qui dirigent sans boussole, qui asservissent sans scrupule. Rappelons-nous cet avertissement prêté à Socrate : « Si tu ne t'occupes pas des choses de la Cité, d'autres s'en occuperont ».

**Jacques Garelo**

## « FAIRE REPARTIR L'INVESTISSEMENT PRODUCTIF »

La formule est du ministre de l'économie, Emmanuel Macron, dans un entretien au journal Le Monde. Elle semble évidente. Il n'y aura ni croissance, ni emplois sans investissement. Là où les choses se compliquent, c'est quand on se demande comment. Pour le ministre, c'est l'Etat qui doit « organiser les filières », car il « a toujours eu un rôle prépondérant ». Pour quelqu'un qu'on présente comme libéral, voilà un étrange libéralisme ! La réalité est différente : ce sont les entrepreneurs qui investissent, quand l'Etat leur en laisse les moyens et la liberté. Le ministre pense que l'Etat est la solution, alors que l'Etat est le problème !

### Seules les dépenses publiques augmentent

La croissance française est en panne, nous avons évoqué en octobre « un encéphalogramme plat ». L'INSEE a annoncé que le PIB avait augmenté de 0,3% au troisième trimestre, ce qui est très faible, et le chiffre du second trimestre (0%) a été rectifié en baisse à -0,1%, et celui du premier trimestre était nul. On s'oriente vers une année 2014 avec une croissance du PIB de 0,4%, une quasi-stagnation donc.

On s'interroge sur les « moteurs de la croissance en panne », comme le titre Le Monde, comme si la croissance résultait des composantes de la demande, sur lesquelles l'Etat agirait à sa guise. Mais le seul « moteur » qui marche encore, c'est la consommation des administrations publiques, en hausse de 0,8% au troisième trimestre. Cela signifie que la « rigueur budgétaire » n'en est pas une, puisque les dépenses publiques progressent plus vite que toutes les autres variables économiques. Les économies budgétaires dont parle le gouvernement ne sont que poudre aux yeux et les dépenses publiques continuent à progresser. Le peu de « croissance » qui existe n'est qu'illusion, puisqu'elle n'est constituée que de dépenses publiques !

Ce qui est essentiel pour la croissance, c'est l'investissement productif. Et là, les résultats sont alarmants. L'investissement des entreprises a reculé de 0,1% au troisième trimestre, après avoir déjà reculé de 0,5% au second, de 0,6% au premier et chuté de 0,6% pour l'ensemble de 2013.

### L'investissement européen au secours

Dans son entretien au Monde du 16 novembre, le ministre de l'économie explique que « c'est l'Europe qui doit investir ».

Première erreur : ce sont les entreprises qui investissent et pas Monsieur Juncker qui a promis 300 milliards d'investissements européens, qui ne relanceront rien du tout, car il faudra les financer par l'emprunt ou l'impôt, créant ainsi un effet d'éviction : la dépense publique évincera des dépenses privées qui n'auront pas lieu, l'argent ayant été ponctionné sur les contribuables.

Mais, en bon keynésien, Monsieur Macron ne s'intéresse pas à la productivité des investissements, il ne considère que les dépenses qu'ils engendrent sur-le-champ : « il faut mobiliser l'investissement européen, pour stimuler la demande à court terme, et vite ! ». L'investissement productif, le vrai, c'est celui qui assure l'offre de demain et la véritable croissance à long terme.

### Qui investit ? L'Etat ou les entreprises ?

Au total, on comprend mieux le raisonnement de notre ministre en lisant la suite : répondant à une question sur les 34 plans lancés par Arnaud Montebourg pour créer de nouveaux produits, il déclare : « Nous les gardons, car en France, le rôle de l'Etat n'est pas seulement de fixer un cadre macroéconomique. Il doit aussi organiser les filières [...]. Chez nous, l'Etat a toujours eu un rôle prépondérant, il faut l'assumer ». Voilà des propos qui ne sont pas ceux d'un libéral (comme on le dit trop souvent) mais d'un habile social-démocrate.

Dans une économie de marché, ce sont les entreprises qui investissent. Or investir, c'est augmenter la capacité productive et améliorer la productivité ; c'est donc le moyen de produire plus, mieux, moins cher ; c'est la seule façon de créer de vrais emplois. L'investissement productif est une variable économique essentielle. Mais ce n'est pas une variable « macroéconomique » : ce sont des entreprises bien concrètes qui investissent, où plutôt de vrais entrepreneurs.

### Signaux négatifs pour les entrepreneurs

Pourquoi le font-ils ou, comme aujourd'hui, ne le font-ils pas assez ? Ce n'est pas, comme on dit souvent, faute de demande. Les entrepreneurs ne se contentent pas d'attendre que le carnet de commandes se remplisse ; ils anticipent, ils créent ce qui, sans eux, n'aurait pas existé. Ce sont eux qui prennent l'initiative. Mais pour cela, il faut qu'ils aient des perspectives, qu'ils puissent espérer un retour sur investissement et qu'ils aient aussi des marges de manœuvre.

>>

## «Faire repartir l'investissement productif» (suite)

C'est ce qui manque à l'économie française. Pourquoi investir si, à toutes les étapes, l'impôt pénalise ceux qui veulent créer, entreprendre, anticiper? La France est championne d'Europe des prélèvements obligatoires. L'entreprise est surtaxée, en impôts comme en cotisations sociales, et l'entrepreneur, s'il lui reste quelque chose après ces prélèvements, est à son tour surtaxé sur le revenu comme sur son patrimoine. Comment développer l'offre, si toute perspective de gain s'évanouit? L'Etat n'est pas celui qui crée l'investissement, mais celui qui le décourage car, en dernier ressort, ce sont toujours des personnes concrètes, des entrepreneurs, qui décident en fonction des incitations ; surtaxer les profits, c'est envoyer un signal négatif à tous les entrepreneurs. Pour stimuler l'investissement, il faut alléger charges et impôts et pour cela faire reculer les dépenses publiques, dévoreuses d'impôts.

### « Laissez-faire » les entrepreneurs

Comment s'étonner, avec notre fiscalité, que les marges des entreprises soient les plus faibles d'Europe (à 29,4%) et qu'elles ne cessent de reculer, en dépit de mesures telles que le Crédit impôt compétitivité emploi (Cice) qui n'est qu'une mesurette ? Car pour investir, il faut non seulement être incité par des perspectives futures de gains, mais aussi en avoir les moyens financiers. Ces moyens sont essentiellement les profits d'aujourd'hui, donc des taux de marge élevés. Or l'ogre étatique est toujours prêt à dévorer les profits à venir.

Dans ces conditions, comment faire repartir l'investissement productif, source de croissance, d'emplois et de revenus pour tous ? La recette est simple, à l'opposé de ce qu'imaginent nos ministres : moins d'impôts (défiscaliser), moins de réglementations (déréguler), moins d'Etat (désétatiser). Autrement dit : « laissez-faire » les entrepreneurs et « laissez-passé » ce qu'ils ont créé.

**Jean-Yves Naudet**

## Les propositions « chocs » : qui sera choqué ?

*Le rapport Pisani-Ferry reprend des poncifs et n'a rien d'une réforme libérale*

**G**rand bruit autour d'un rapport « confidentiel » publié par le magazine allemand « Der Spiegel » : les ministres des Finances de la France et de l'Allemagne seraient d'accord pour appliquer les mesures recommandées par deux économistes, Jean Pisani-Ferry (fils d'Edgar) et son collègue allemande Henrik Enderlein. Vous allez juger de l'originalité de ces mesures : maîtrise voire même blocage des salaires en France et flexibilité du marché du travail (par exemple remise en cause des 35 heures). Les Allemands seraient rassurés, dit-on, si les Français appliquaient une politique qui a porté ses fruits dans leur propre pays.

Vous savez que ces réformes sont l'objet de propositions chez nous depuis des années, puisque un

grand nombre d'experts, conseillers, politiciens, n'ont cessé de combattre les 35 heures depuis leur apparition, ont demandé la réforme du Code du Travail (et notamment des conditions d'embauche et de licenciement) et ont dénoncé le coût élevé du travail qui nuit à la compétitivité de l'économie française. Donc, leur originalité est nulle. De plus, il semblerait que la version française du rapport soit plus réservée à l'égard de l'équilibre budgétaire que la version allemande, puisque Madame Merkel a fait de l'équilibre budgétaire un préalable à toute politique économique.

Mais les socialistes avancent désormais masqués par la social-démocratie et saluent une réforme élémentaire comme s'il s'agissait d'une révolution ultra-libérale. Pisani-Ferry est à la manœuvre

pour le compte de Macron, Valls et sans doute Hollande. Collaborateur de Strauss Khan, admirateur de Delors, membre du Conseil d'Analyse Economique et du Cercle des Economistes, il est bien placé pour plaider le changement dans la continuité. Il faut surtout ne pas parler des vraies réformes : supprimer le monopole de la Sécurité Sociale pour alléger les charges qui tuent les entreprises, substituer le contrat de travail personnel aux négociations collectives, soumettre les syndicats au droit commun et enfin, diminuer le périmètre de l'Etat, seule façon de diminuer les dépenses publiques, de rembourser la dette et de rendre leur argent aux Français. Le choc libéral n'est pas encore dans les intentions socialistes. •

## Les 300 milliards de Monsieur Juncker

*Le président de la Commission relancera l'Europe avec un argent qu'il n'a pas*

**L** il ne l'a pas, mais il a déjà son idée : il le trouvera dans votre poche !

Comme l'a souligné Jean Yves Naudet, la mode est à la relance européenne. Incapables de sortir de la crise, certains pays de l'Union, dont le nôtre, se tournent vers l'Europe. Le problème c'est que l'Europe n'a pas de ressources autres que celles que lui donnent les Etats, qui eux-mêmes n'ont que l'argent qu'ils demandent aux contribuables ou aux épargnants nationaux. Il s'agit donc de déshabiller Pierre pour vêtir Paul.

Mais Paul et Pierre n'ont pas la même carrure. Paul, c'est l'investis-

tissement « créatif », mais organisé par un plan européen : les priorités seront les meilleures possible, grâce à la compétence des bureaucrates bruxellois et aux conseils des lobbies nationaux. Comme le rappelle Jean Yves Naudet, l'Etat a vocation à investir et, chez nous, on mise beaucoup sur notre Banque Publique d'Investissement, créée par le gouvernement Ayrault. Pierre, c'est l'investissement privé qui n'obéit qu'à la loi du profit, dont on sait qu'elle supprime des emplois...

Donc, l'Union Européenne s'engage aussi dans la bataille : totalement désargentée (et en déficit de 30 milliards parce que des

Etats membres n'ont pas payé leur écot), la Commission va créer un fonds européen alimentant la Banque Européenne d'Investissement. Ce fonds réunirait 20 milliards en faisant appel à des banques évidemment publiques, dont notre Caisse des Dépôts et Consignations, la plus puissante institution financière française, autorisée à capter tous les fonds des Caisses d'Epargne et une partie des dépôts sur les livrets A bancaires. Il suffisait d'y penser ! Bien sûr, il manque encore quelques milliards, mais des impôts pourront y pourvoir. •

## Les sans papiers d'Obama

*Régulariser 5 millions d'immigrants clandestins : pourquoi ?*

**L**e Président des Etats Unis a invoqué la noble tradition américaine : le pays a été fait d'immigrants. « Nous avons tous été des étrangers » a-t-il dit. Il incite les immigrants clandestins à « sortir de l'ombre » : ils ne seront pas expulsés. Le nombre de ces personnes est estimé à quelque 5 millions soit environ un immigré clandestin sur trois. Ceux qui sont autorisés à sortir de l'ombre sont ceux qui sont là depuis cinq ans, ou qui ont un enfant citoyen américain, ou qui ont un titre de résidence permanent (carte verte, réservée en général à une immigration très sélective).

Ce projet de loi a d'ores et déjà été approuvé par le Sénat, jeudi dernier, et de nombreux Républicains (qui détiennent la majorité des sièges de la haute

assemblée) l'ont voté. Les choses seront plus compliquées à la Chambre, car les Républicains y ont une majorité plus importante et l'aile libertarienne (nous dirions libérale en France) y est plus puissante.

Barack Obama voulait absolument une victoire au Congrès pour faire oublier la cinglante défaite qu'il vient de subir. Il voulait aussi casser le parti républicain, déjà très tiraillé entre conservateurs et libertariens. Reagan n'avait-il pas pris une telle mesure en 1986 ?

Mais que les commentateurs français ne s'y trompent pas. Cette régularisation n'est en rien une naturalisation : c'est une simple promesse de non expulsion, pendant une période de trois ans. Encore est-elle suspendue à

l'obligation pour les bénéficiaires de se déclarer, de payer l'impôt exigé et d'accepter formellement les lois en vigueur dans le pays (toute infraction vaudra expulsion immédiate). Il ne s'agit donc pas de relâcher la lutte contre l'immigration illégale, qui se trouve au contraire renforcée à la frontière mexicaine.

Quoi qu'il en soit, cette initiative a plusieurs défauts aux yeux des opposants républicains : d'une part, elle ne règle pas le problème de l'immigration et du travail aux Etats-Unis ; d'autre part, elle n'a pas l'assentiment du peuple (un Américain sur deux y est opposé) et c'est un genre de veto qu'oppose le Président au Congrès, ce qui n'est pas dans l'esprit de la constitution américaine. La maison Blanche n'est pas l'Elysée. •

**Notre habituelle rubrique « Actualité libérale » s'appelle cette semaine « Actualité politique », ce n'est évidemment pas la même chose - ce le sera peut-être dans un monde politique français meilleur.**

**Pour autant, nous ne tenons pas des propos partisans, puisque notre doctrine est de nous tenir à l'écart des partis. D'ailleurs, ce que nous allons écrire à propos de l'UMP, qui se prépare à choisir cette semaine son président, est tout aussi valable pour l'UDI, qui a choisi il y a dix jours Christophe Lagarde contre Hervé Morin.**

**Le texte qui suit a été publié dans Le Figaro du 28 novembre 2012, au lendemain de l'affrontement entre François Fillon et Jean François Coppé. C'est donc un anniversaire : deux ans plus tard, on en est toujours au même point. La Nouvelle Lettre est toujours en avance de plusieurs mois !**

Jacques Garello

Le président de l'Aleps<sup>®</sup> commente la crise traversée par la droite. Il recommande le dépassement de celle-ci par l'élaboration d'un vrai programme de gouvernement, s'appuyant notamment sur les forces vives du pays.



## La France a-t-elle besoin de l'UMP ?

**C'**est une question que beaucoup de Français se sont posée ces derniers jours, et peut-être même avant. Sans doute l'UMP va-t-elle survivre, pour deux raisons : la première, c'est qu'elle détient le trésor de guerre et la quitter, c'est se priver du support financier nécessaire à toute action politique ; la deuxième, c'est qu'il y a des élections « intermédiaires » dans les deux ans à venir, et pour reconquérir les collectivités locales, il vaut mieux une union, fût-elle de façade. Cela dit, que peut-on attendre d'un parti qui souffre d'une fracture « politique et morale » ? L'UMP, pour quoi faire ?

S'opposer avec véhémence au pouvoir socialiste ? C'est une mission majeure quand les mesures envisagées sont suicidaires. Je pense en particulier aux réformes « sociétales » qui menacent la famille et l'enfance. Mais ces derniers jours, c'est surtout la société civile qui s'est mobilisée. Par contraste, l'actuelle opposition est mal placée pour relever les lourdes erreurs de politique économique qui nous valent récession et chômage. Ces erreurs, faites de déficits, de prélèvements obligatoires, de rigidités et de privilèges, remontent en effet à plusieurs décennies. Elles sont le fruit de l'Etat-providence que gauche et droite n'ont cessé de développer. L'UMP ne sera donc ni crédible ni populaire tant qu'elle se complaira et se réfugiera dans la seule lutte contre le

socialisme. Elle ne peut avoir d'utilité que si elle propose aux Français une alternance totale. Qu'on le veuille ou non, c'est dans la rupture avec l'état-providence, c'est vers des réformes libérales que se sont orientés les pays sortis ou qui sortent de la crise. Hélas, les dirigeants de l'UMP, aujourd'hui comme hier, ont une sainte horreur de toute référence doctrinale. Ils refusent le « dogmatisme » pour se faire les champions du « pragmatisme ».

« La classe politique a besoin d'être stimulée, accompagnée, par des citoyens qui tiennent pour ridicule et stérile la lutte pour le seul pouvoir et qui peuvent aider à forger une opinion publique prête aux vraies réformes »

c'est-à-dire improviser en permanence ; de la sorte la politique de nos gouvernants a été depuis des lustres incertaine et illisible : pas étonnant que les Français n'aient plus confiance dans la classe politique.

L'a récente campagne pour la présidence de l'UMP a d'abord été la guerre des chefs, et accessoirement le conflit des styles. Mais, au-delà de quelques odes à la liberté, la responsabilité, la justice, parfois même à l'entreprise et au mérite, aucun des deux « camps » n'a cru bon de parler d'un programme de gouvernement. Le chef d'abord, le programme ensuite. Alors, l'UMP va-t-elle maintenant proposer un programme ? Dans la tradition gaulliste

portée par François Fillon, c'est le chef qui définit la politique, et à sa guise. « La doctrine du gaullisme, c'est de ne pas en avoir », disait Michel Debré. Du côté de Jean-François Copé, ce n'est pas le vide doctrinal, mais le trop-plein ou le flou, puisqu'on veut laisser libre cours aux divers « courants » sans qu'aucune ne puisse entraîner les autres. Dans les états-majors des partis, on tient pour efficace le patchwork électoral, qui consiste à agglomérer du sécuritaire, du

l'étranger de passer progressivement à des formules assurancielles. Autant de défis que l'UMP devrait relever si elle voulait assumer sa mission de reconstruction de la nation française. Je crains qu'aucun parti politique n'en soit aujourd'hui capable. Notre classe politique, trop longtemps coupée des réalités économiques et sociales, occupée à gérer le court terme et à préparer les prochaines élections, ne s'est pas donné le temps de la réflexion.

Faut-il en rester à ce procès-verbal de carence attendue ? Il existe une possibilité : c'est qu'une partie du travail soit assumée par la société civile, par ceux qui n'appartiennent pas à un parti, mais connaissent les problèmes de leurs entreprises, de leurs familles, de leurs écoles, de leurs patrimoines. La classe politique a besoin d'être stimulée, accompagnée, par des citoyens qui tiennent pour ridicule et stérile la lutte pour le seul pouvoir et qui peuvent aider à forger une opinion publique prête aux vraies réformes. Il serait déterminant que se multiplient les cercles, les clubs, les associations, les forums, les « tea parties ».

Le changement ne peut venir du vote de militants, mais du vote de citoyens libres et responsables. La société politique a besoin maintenant d'être sous la garde et sous la pression de la société civile.

*\* Association pour la liberté économique et le progrès social. Auteur de « Se passer de l'Etat » (Aleps).*

LE FIGARO

C'est une question que beaucoup de Français se sont posée ces derniers jours et, peut-être même avant. Sans doute l'UMP va-t-elle survivre, pour deux raisons : la première, c'est qu'elle détient le trésor de guerre, et la quitter c'est se priver du support financier nécessaire à toute action politique ; la deuxième, c'est qu'il y a des élections « intermédiaires » dans les deux ans à venir, et pour reconquérir les collectivités locales il vaut mieux une union, fût-elle de façade. Cela dit, que peut-on attendre d'un parti qui souffre d'une fracture « politique et morale » ? L'UMP, pour quoi faire ?

S'opposer avec véhémence au pouvoir socialiste ? C'est une mission majeure quand les mesures envisagées sont suicidaires. Je pense en particulier aux réformes « sociétales » qui menacent la famille et l'enfance. Mais ces derniers jours, c'est surtout la société civile qui s'est mobilisée. Par contraste, l'actuelle opposition est mal placée pour relever les lourdes erreurs de politique économique qui nous valent récession et chômage. Ces erreurs, faites de déficits, de prélèvements obligatoires, de rigidités et de privilèges, remontent en effet à plusieurs décennies. Elles sont le fruit de l'Etat Providence que gauche et droite n'ont cessé de développer.

L'UMP ne sera donc ni crédible ni populaire aussi longtemps qu'elle se complaira et se réfugiera dans la seule lutte contre le socialisme. Elle ne peut avoir d'utilité que si elle propose aux Français une alternance totale. Qu'on le veuille ou non, c'est dans la rupture avec l'Etat Providence, c'est vers des réformes libérales que se sont orientés les pays du monde entier qui sont sortis ou sortent de la crise. Hélas, les dirigeants de l'UMP ont une sainte horreur de toute référence doctrinale. Ils refusent le « dogmatisme » pour se faire les champions du « pragmatisme », c'est à dire improviser en permanence ; de la sorte, la politique de nos gouvernants a été depuis des lustres incertaine et illisible : pas étonnant que les Français n'aient plus confiance dans la classe politique.

La campagne pour la Présidence de l'UMP a d'abord été la guerre des chefs et, accessoirement le conflit des styles. Mais, au-delà de quelques odes à la liberté, la responsabilité, la justice, parfois même à l'entreprise et au mérite, aucun des deux « camps » n'a cru bon de parler d'un programme de gouvernement. Le chef d'abord, le programme ensuite.

Alors, l'UMP va-t-elle maintenant proposer un programme ? Dans la tradition gaulliste portée par François Fillon, c'est le chef qui définit la politique et à sa guise. « La doctrine du gaullisme, c'est de ne pas en avoir », disait Michel Debré, expert en gaullisme. Du côté de Jean François Copé, ce n'est pas le vide doctrinal, mais le trop plein ou le flou, puisqu'on veut laisser libre cours aux divers « courants » sans qu'aucune ne puisse entraîner les autres. Dans les états-majors des partis, on tient pour efficace le patchwork électoral qui consiste à agglomérer du sécuritaire, du social, du patriotique, du compassionnel, du rural et de l'écologique, pour piper les voix des différents groupes d'intérêt et catégories d'électeurs. En fait, on y perd toute référence doctrinale sérieuse, toute cohérence ; on s'enferme dans la démagogie.

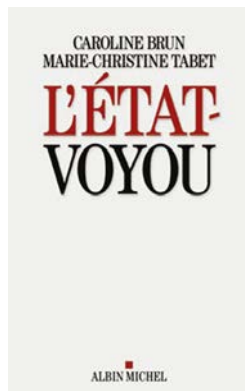
Si l'UMP n'arrivait pas à répondre aux problèmes de fond de la société française, elle ne saurait désormais espérer que quelques succès électoraux sans lendemain. Les Français ont besoin d'autre chose. Par exemple de savoir si on doit garder un Etat pléthorique, alors qu'il est si facile et salutaire de se passer de l'Etat : il ne saurait y avoir de réduction durable des dépenses publiques sans réduction du périmètre de l'Etat. Les Français doivent savoir si on doit maintenir un système de protection sociale, pour les retraites et pour l'assurance maladie, qui est à la fois explosif et ruineux, où si l'on acceptera comme à l'étranger de passer progressivement à des formules assuranciennes. Les Français doivent savoir si on doit conserver le mammoth en l'état et continuer à brider la liberté scolaire, ou si nos enfants pourront apprendre à lire, écrire et compter et recevoir l'éducation minimale pour vivre en société. Les Français doivent savoir si la préférence idéologique pour le logement social prolongera longtemps la crise du logement, ou si la propriété foncière et immobilière sera respectée et mettra fin à la pénurie actuelle. Les Français doivent savoir si le code du travail et les syndicats continueront à paralyser le marché du travail, ou si le libre contrat fera sa réapparition dans les relations sociales.

Evidemment, cette énumération, pourtant a minima, montre les défis que l'UMP aurait à relever si elle voulait assumer sa mission de reconstruction de la nation française. Je crains qu'aucun parti politique quel qu'il soit ne puisse aujourd'hui relever ces défis. Notre classe politique, trop longtemps coupée des réalités économiques et sociales, trop longtemps occupée à gérer le court terme et à préparer les prochaines élections, ne s'est pas donnée le temps de la réflexion, ni celui de l'observation de notre environnement international.

Faut-il en rester sur ce procès-verbal de carence attendue ? Il existe une possibilité : c'est qu'une partie du travail soit assumée par la société civile, par ceux qui n'appartiennent pas à un parti, mais connaissent les problèmes de leurs entreprises, de leurs familles, de leurs écoles, de leurs patrimoines. La classe politique a besoin d'être stimulée, accompagnée par des citoyens qui tiennent ridicule et stérile la lutte pour le seul pouvoir et qui peuvent aider à forger une opinion publique libérée du conditionnement médiatique et prête aux vraies réformes. A cet effet, il serait déterminant que se multiplient les cercles, les clubs, les associations, les forums, les « tea parties ». Le changement ne peut venir du vote de militants, mais du vote de citoyens libres et responsables. La société politique a besoin maintenant d'être sous la garde et sous la pression de la société civile.

**Jacques Garelo**

*Président de l'ALEPS, auteur de « Se passer de l'Etat » (SEFEL, [www.libres.org](http://www.libres.org), [www.iref-europe.com](http://www.iref-europe.com))*



## L'Etat-voyou

**Caroline Brun et Marie-Christine Tabet**

Les livres sur l'Etat français s'assemblent mais ne se ressemblent pas. A chaque publication, on découvre une nouvelle face de cet Etat omnipotent, impuissant et également tricheur... A force de tout se permettre, il dépasse les bornes ! Une enquête menée durant trois ans par deux journalistes leur a permis de nous révéler le côté de cet Etat voyou. En utilisant son pré-

texte d'Etat protecteur, celui-ci se détourne régulièrement de ses missions. Et au lieu de se réformer, il ne fait qu'étendre encore davantage ses tentacules.

Alors qu'il devrait baisser les effectifs de ses fonctionnaires – comme le font les autres pays – il les augmente... Non seulement il y en a plus encore, mais il pratique une gestion indigne, qui ressemble à celle de la plus mauvaise des entreprises, qui se verrait trainée tous les jours aux prud'hommes. Ainsi, les vacataires remplacent illégalement les titulaires, les CDD durent des années et la gestion des effectifs est plus qu'approximative. La Cour des Comptes elle-même s'est déclarée incapable de donner le nombre exact de ses fonctionnaires... à 200 000 personnes près !

Il faut dire aussi que l'Etat, qui donne des leçons de morale aux entreprises tout en les étouffant sous la fiscalité et les réglementations, est le plus mauvais des payeurs ! Ses fournisseurs attendent leur paiement pendant des mois, et sont nombreux par sa faute à déposer leur bilan. De plus, l'Etat spolie les contribuables avec des impôts très élevés en les poussant à fuir ailleurs. Mais tout ceci ne l'affecte pas outre-mesure ! Sous le prétexte de se préoccuper de la santé et de la sécurité publiques, il ne cesse d'augmenter les taxes sur les cigarettes... et d'installer des radars...!

Ce même Etat, qui falsifie les statistiques et les comptes : notre pays est l'un des seuls à disposer d'un institut unique des Statistiques, lui-même dépendant du ministère des Finances, est l'objet des reproches répétés de Bruxelles. Mais rien n'y fait ! Il n'en a cure !

En particulier, la catastrophe du système informatique Chorus a démontré à quel point l'Etat se montrait insensible à toutes formes d'efficacité et se moquait de l'argent des contribuables.

L'enquête menée par ces auteurs est passionnante, même si elle fait froid dans le dos... On y découvre un Léviathan totalement hors de tout contrôle. Les décideurs politiques en effet ont fait de notre pays un Etat profiteur qu'il sera extrêmement difficile de réformer. Il faudra certes compter non seulement sur la société civile, mais encore sur une volonté politique soutenue pour y remédier.

**Bogdan Calinescu**

*L'Etat-voyou (Albin Michel, 2014)*

*Caroline Brun et Marie-Christine Tabet*

*Albin Michel, 2014*



**Patrick de Casanove,**  
président du cercle Frédéric  
Bastiat et administrateur de  
l'ALEPS,

serait honoré par votre participation au dîner débat qui aura lieu

**Le samedi 6 décembre  
à 19h30**

A l'hôtel Calicéo,  
à Saint-Paul-Lès-Dax

**Avec le Professeur  
Pascal SALIN**

sur le thème

**L'indispensable  
réforme fiscale**

Depuis des années, la pression fiscale n'a cessé d'augmenter en France, alors que les déficits publics se creusent et que les défauts du "modèle français" ne font que s'aggraver.

Pour tout renseignement,  
[www.bastiat.net](http://www.bastiat.net)

Pour contacter le Cercle :  
[cercle.bastiat@gmail.com](mailto:cercle.bastiat@gmail.com)  
ou au 05 59 45 36 47



**PASSEZ VOS ABONNEMENTS  
ET COMMANDES EN LIGNE !**

Vous avez été nombreux à nous demander de vous offrir la possibilité de vous abonner, vous réabonner à la Nouvelle Lettre depuis le [site www.libres.org](http://www.libres.org).

C'est chose faite !

Nous vous proposerons également de passer vos commandes d'ouvrages et booklets de cette manière simple, rapide et sécurisé.

Alors n'hésitez pas à commander et à payer en ligne par carte bancaire, **rubrique Abonnements et adhésion**.